

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

- I. HUDITA. **Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^e siècle** (1635-1683). Thèse pour le doctorat ès lettres présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. Paris, Gamber, 1927, gr. in-8°, 432 p.
- I. HUDITA. **Répertoire des documents concernant les négociations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^e siècle** (1635-1683). Paris, Gamber, 1926, gr. in-8°, 269 p.

Les deux gros volumes de M. I. HUDITA, professeur au Lycée Hasdeu à Kichineff (Roumanie), méritent certes toute l'attention des historiens hongrois. Et comme M. N. IORGA, l'éminent historien roumain, a consacré à ces travaux un compte-rendu détaillé dans sa *Revue historique du Sud-Est Européen* (1927, n^{os} 7-9) nous croyons devoir tenir compte, en parlant des ouvrages de M. Hudita, des observations de son critique roumain en relevant, s'il y a lieu, les fautes qui ont pu se glisser sous sa plume.

M. HUDITA est un débutant, mais un débutant qui a développé une ardente activité dans l'exploration des matériaux d'archives, de sorte que nous lui devons force renseignements nouveaux sur la période qu'embrassent ses ouvrages. Il ne se contente pas de faire connaître les relations franco-transylvaines proprement dites, mais s'étend sur l'histoire de la politique franco-polonaise et franco-turque et même éclaire d'autres problèmes en rapport avec elle. Ses réflexions, à propos surtout de la politique turque et transylvaine de Louis XIV, sont très justes, et il se distingue en général par un sens heureux des aspects politiques de ces problèmes.

Toutefois, malgré ses qualités, le travail de M. Hudita ne sau-

rait satisfaire qui connaît l'histoire de la Transylvanie. Je lui reprocherai surtout son insuffisante connaissance de l'histoire intérieure de la Transylvanie. Quant aux travaux de langue hongroise qui concernent le sujet, il les ignore totalement. De là vient que ses méditations, profondes en apparence, nous laissent l'impression d'une pensée mal outillée. Ainsi il ne s'élève pas jusqu'à une saine critique des rapports diplomatiques, car il ignore les circonstances auxquelles ils se réfèrent. Ce manque d'informations explique aussi les longueurs du travail. L'auteur ne nous fait grâce d'aucun détail des négociations diplomatiques, au lieu de les résumer en des exposés rapides et concis qui permettraient au lecteur de dominer ces masses de matériaux.

M. N. IORGA, à son tour, est peu satisfait de la méthode historique de M. Hudita. Ses observations critiques se rapportent avant tout à l'Introduction de *l'Histoire des relations* ; c'est en effet la partie la plus faible du livre.

M. Hudita s'occupe d'un sujet, affirme M. Iorga, que « les Magyars, — et pas eux seuls — ont depuis longtemps étudié dans les dernières minuties, bien que sans avoir recouru à la source diplomatique française. » Nous regrettons de devoir convaincre d'erreur notre distingué confrère roumain. Les historiens hongrois s'occupent depuis plus de cinquante ans de l'histoire des relations diplomatiques franco-transylvaines au xvii^e siècle et ils ont puisé largement aussi dans les matériaux des archives de Paris. Il nous suffit de renvoyer sous ce rapport aux travaux de PETROVICH, de M. Henri MARCZALI et de M. Samuel GERGELY¹, sans parler des érudits qui ont utilisé les documents d'autres archives, tout au moins aussi intéressants que ceux de Paris.

Néanmoins nous reconnaissons volontiers qu'au cours de ces derniers temps les chercheurs roumains ont apporté eux aussi une contribution notable à la connaissance de l'histoire de la Transylvanie du xvii^e siècle. M. Hudita est du nombre ; il étudie un grand nombre de documents nouveaux et, de plus, s'est donné au moins la peine de lire les travaux des érudits hongrois parus en langues étrangères.

Mais son érudition ne l'a pas préservé d'erreurs manifestes. M. Iorga a raison de s'étonner en lisant au début du livre cette phrase : « Après la victoire de Mohacz [pour : Mohács] en 1526, les Turcs s'emparèrent d'une partie de la Hongrie. L'autre partie, la

1. Voir aussi les travaux, plus récents, d'Ignace Kont (*Bibliographie française de la Hongrie*), de M. Árpád Károlyi et de M. Joseph Holub (*Levéltári Közlemények* 1926).

Hongrie supérieure, passa, en même temps que la couronne du royaume, à la maison d'Autriche ». L'auteur croit donc que le régime turc en Hongrie commence dès 1526 : il ignore visiblement l'histoire de la période des années 1526-1541. De même M. Iorga reproche à bon droit à M. Hudita son résumé : « Les Princes de Transylvanie... cherchaient à s'agrandir dans la Hongrie supérieure... Dans ce but ils trouvaient toujours des appuis parmi les habitants de la Hongrie, d'abord à cause de leur mécontentement de l'administration autrichienne, ensuite à cause de leur protestantisme qui leur faisait voir dans ces Princes, — passés à la religion réformée dès le xvi^e siècle, — des protecteurs de la religion. » Ainsi, M. Hudita croit que les princes de Transylvanie, parmi lesquels on compte les catholiques BÁTHORY, — étaient au xvi^e siècle des calvinistes, et peut-être faut-il voir dans sa phrase la supposition, également erronée, que tous les Hongrois vivant sous les Habsbourg étaient protestants au xvii^e siècle. Ou pense-t-il seulement aux sympathies des Hongrois du Nord-Est pour les aspirations des princes de Transylvanie ? Nous croyons de même, avec M. Iorga, que M. Hudita n'aurait pas dû s'appuyer sur Hammer en parlant des projets de Gábor BETHLEN : « Bethlen Gabor, n'ayant pas réussi à prendre la couronne de Hongrie, demanda aux Turcs de lui permettre de réunir à la Transylvanie les deux principautés roumaines de Moldavie et de Valachie, dans l'intention de reconstituer l'ancienne Dacie et de prendre le titre de roi de Dacie. » L'ambition de Bethlen dépassait ses rêveries utopiques. Il voulait régner sur toute la Hongrie en utilisant d'un côté l'alliance de l'empereur d'Allemagne, de l'autre celle du Sultan. Le *royaume de Dacie* mentionné par Hammer a provoqué déjà bien des confusions dans l'historiographie et même dans l'érudition hongroise. Mais M. Hudita continue : « Ne pouvant davantage réaliser ce projet, il dirigea son ambition vers la Pologne, dont il espéra occuper le trône... ». M. Iorga conteste ces projets : « Ses projets sur la couronne de Pologne sont aussi bien douteux, car il n'avait ni les droits d'un Gabriel Báthory, ni la tendance aventureuse de Georges Rákóczy II. » On ne comprend guère cette critique, si l'on considère que dans les dernières années de sa vie Bethlen déploya en effet beaucoup d'efforts pour s'assurer le trône de Pologne. Eût-il survécu à l'intervention de Gustave-Adolphe, ses prétentions au trône de Pologne auraient certainement joué un rôle important dans l'histoire de l'Europe. Sur ce point donc, M. Hudita n'était pas dans l'erreur en renvoyant à l'excellent ouvrage de Roderich Gooss : *Oesterreichische Staatsverträge. Fürstentum Siebenbürgen* (Wien, 1911).

Il est dommage d'autre part que M. Hudita se soit servi, dans cette partie de son livre, de l'ouvrage d'Albert LEFAIVRE, *Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie* (Paris, 1902), qui n'est en effet qu'« une médiocre compilation », pour parler comme M. Iorga. En général les incursions de M. Hudita dans l'histoire de la Transylvanie du xvi^e siècle ne réussissent guère, et M. Iorga se heurte à des phrases comme celles-ci : « En 1514, après une insurrection de paysans, qui fut terriblement réprimée par les Seigneurs hongrois avec l'aide de Jean Szapolyai, prince de Transylvanie, la Diète de Hongrie avait accepté une compilation faite par Werbőczy, d'après le droit public du pays et intitulée *Decretum bipartitum juris consuetudinarii*. Selon cette législation les nobles avaient tous les droits tandis que les paysans étaient réduits à la servitude. » M. Iorga remarque avec raison qu'avant la défaite de Mohács Szapolyai n'était que voïvode de Transylvanie et que les serfs transylvains n'avaient pas besoin de Werbőczy pour être constitués en classe sociale. Il aurait pu ajouter que toute l'autorité de Louis LÉGER ne suffit pas pour appeler le *Tripartitum* de Werbőczy un *Opus bipartitum*. D'autre part il est certain que la révolte de 1514 a empiré la situation des paysans.

M. Iorga en veut à M. Hudita parce qu'il écrit *Torda* (en hongrois) au lieu de *Turda* (en roumain). Bien que le voïvode Michel eût été assassiné aux environs de Torda, les sources récentes, même celles de langue non-hongroise, écrivent souvent *Torda* et non *Turda*. D'ailleurs M. Iorga pourrait être satisfait du patriotisme de son compatriote, puisqu'il appelle, comme lui, les Roumains les « aborigènes » de Transylvanie (p. 27). On retrouve aussi la vieille rêverie historique de « la population roumaine, privée de sa noblesse qui s'était dénationalisée après la conquête de la Transylvanie par les Hongrois ». Fable que tout cela, de même que la théorie sur l'origine roumaine des Székely (Sicules).

Nous ne comprenons guère la critique de M. Iorga à propos de CATHERINE DE BRANDEBOURG : « Je ne crois pas qu'on puisse considérer comme un vrai règne la régence de Catherine [M. Iorga écrit à la roumaine : *Ecaterine*] de Brandebourg, veuve de Bethlen : les femmes ne pouvaient pas régner d'après le droit dynastique hongrois ». La vérité, c'est que GÁBOR BETHLEN fit élire CATHERINE dès 1626, prince de Transylvanie. Il institua, il est vrai, un régent auprès d'elle, mais Catherine régna réellement quelques mois, pendant lesquels elle lutta contre le régent pour la royauté intégrale. Certes, les Hongrois n'aimaient pas le règne des femmes, néanmoins j'ignore ce droit hongrois qui aurait contesté aux femmes la succession au trône ; de plus, nous pouvons citer un

cas précis : après la mort de Louis d'Anjou, sa fille fut couronnée, sans difficultés, *roi* de Hongrie, de la couronne de Saint-Etienne.

De même nous devons donner raison à M. Hudita contre M. Iorga dans l'affaire de la résistance de Vienne à l'élection de Georges Rákóczy : « Il est certain que personne à Vienne ne pensait soigneusement à une intervention armée contre l'élection de ce premier Georges Rákóczy. » En réalité M. Hudita a raison d'affirmer qu'Esterházy haïssait à mort Georges Rákóczy et qu'il l'attaqua à main armée après son avènement. Il est vrai que la Cour de Vienne ne soutenait que faiblement Esterházy dans sa lutte, mais elle suivait d'un œil bienveillant son entreprise et ne reconnut le prince, élu dès 1630, que l'année suivante, dans la paix de Kassa, Esterházy ayant été obligé de conclure la paix après l'échec de sa tentative. Par contre M. Iorga a raison de reprocher à M. Hudita d'avoir suivi Hammer en disant que Gustave-Adolphe voulait être *roi* de Hongrie en 1632. Mais sa critique est injuste quand il affirme qu'« il est certain que les Turcs ne voulaient pas chasser Rákóczy, un vassal tout à fait convenable. » Or ce vassal convenable triompha des armes turques à la bataille de Szalonta contre le pacha de Bude, en 1636. La Sublime Porte aurait volontiers pris sa revanche, mais en ce moment-là elle était trop faible pour punir l'audace du prince. Plus tard, Rákóczy trouva des accommodements avec le Sultan, mais à cause de son économie il ne jouissait pas, même après 1636, d'une très grande popularité à Constantinople.

L'irritation de notre confrère roumain envers son compatriote est due principalement au fait que M. Hudita ne fait pas entrer suffisamment en ligne de compte l'historiographie roumaine. Il passe surtout sous silence quelques travaux de M. Iorga lui-même. En effet c'est là une faute assez surprenante chez un écrivain qui a fouillé la bibliographie française et allemande de son problème avec tant d'application que son répertoire bibliographique en devient un précieux instrument de travail. M. Hudita a-t-il écrit sa thèse sous la direction d'un professeur français qui ignorait entièrement la littérature hongroise et n'avait que de faibles notions de littérature roumaine ? Cette ignorance des choses hongroises se manifeste aussi dans ce fait regrettable que le plus souvent l'auteur emploie sous une forme fausse les noms hongrois de personnes et de lieux, de sorte que bien souvent on ne parvient pas à les identifier. M. Iorga blâme, lui aussi, ces défauts de M. Hudita et énumère toute une série de noms à orthographe fantaisiste : « *Muncatz* pour *Munkács*, etc ». Mais dans cette énumération même nous relevons une erreur assez importante : « *Törös* doit

être *Török* » (p. 55). Ici M. Hudita a raison en citant János Törös d'après les *Erdélyi Országgyűlési Emlékek*. Un familier de l'histoire de Georges Rákóczy I^{er} doit connaître ce János Törös qui y joue un rôle assez important. De même il est inutile de corriger *Apafi* en *Apaffy*, car la graphie de ce nom varie à l'époque et le prince lui-même écrivait comme M. Hudita : APAFI.

Après les corrections préambulaires, M. Iorga entreprend l'examen de la thèse elle-même. Il reconnaît que l'auteur a réussi à démontrer que la politique française s'intéressait vivement dès 1635 à l'intervention de Georges Rákóczy I^{er}, mais, dit-il, les véritables négociations n'ont commencé qu'en 1638 : « Ce qui ne ressort pas des détails accumulés sans ordre. » Cette accusation n'est pas tout à fait justifiée. Il est vrai que les données se présentent chez M. Hudita dans un pêle-mêle bigarré, mais le chapitre en question montre avec assez d'évidence que le voyage de Bisterfeld en 1638 ouvre une ère nouvelle et importante dans les négociations transylvaines. Ensuite M. Iorga vient à parler des pourparlers de 1648-49. Ici il n'a d'objections que contre le sujet de l'étude : « Tout cela, — dit-il, — représente très peu pour l'histoire générale. Le sujet en devient médiocrement intéressant : de bas calculs avec un homme qui lui-même manque complètement de sincérité. Une marge incidentale dans la Guerre de Trente Ans. » Nous ne voyons pas à quoi peut servir ce dédain. Dans l'histoire des relations franco-transylvaines les négociations en question ne manquent pas d'intérêt. Il s'agit seulement de les mettre à leur place. Plusieurs tendances de la politique de l'Europe d'alors se retrouvent dans ces pourparlers. Certes, l'appétit de lucre, disons plutôt l'instinct d'économie, y joue un rôle assez important. Ce n'est pas un spectacle édifiant, mais nous nous y mouvons sur le terrain de la réalité. L'histoire, en effet, ne doit pas être un recueil de faits et de gestes héroïques, mais le miroir de la vérité. Rákóczy n'était pas toujours sincère, c'est vrai, mais s'il avait suivi d'autres procédés, aurait-il atteint son but ? Les diplomates ne se distinguent pas en général par la sincérité.

Puis M. Iorga passe rapidement en revue le contenu du livre de M. Hudita. Nous ne désirons pas entrer dans le détail de ses objections relatives aux exilés ; il nous suffit de rappeler ici que selon le critique roumain la meilleure partie du livre est celle qui traite des rapports de la politique française avec les exilés, entre 1674 et 1677. Même à ce propos il reproche à son auteur de ne pas utiliser les sources hongroises. Nous abondons dans son sens, d'autant plus que l'histoire des exilés ne saurait être comprise sans la connaissance des narrations et correspondances hon-

groises. Nous pouvons en dire autant de l'époque de Thököly.

M. Iorga termine sa critique en disant que l'auteur n'aboutit à aucune conclusion, car il manque de « plan suivi » et de méthode bien définie. C'est là un jugement un peu sévère. Le plan de l'ouvrage est visiblement sorti de cette idée : recueillir tous les matériaux nécessaires à l'intelligence des rapports de la politique française et transylvaine. Dans la méthode, certes, il y a certains défauts ; bien des sources importantes ont été négligées, alors que des ouvrages de peu de mérite occupent longuement l'attention de l'auteur. Néanmoins la passion mise par M. Hudita à la recherche de documents inédits, son zèle à réunir des matériaux historiques, ont donné des résultats intéressants.

Avant d'indiquer l'importance de ces résultats, je suis obligé de signaler à mon tour quelques lacunes qui ont échappé au regard perspicace de M. Iorga.

Il est singulier que M. Hudita appelle le prince Akos BARCSAY « François Daniel Barczay » bien qu'il eût pu trouver le nom véritable du prince chez des historiens latins et allemands. Il affirme que Michel TELEKI a pris part à la campagne de 1675 (p. 278). Cette erreur d'un ancien historien hongrois a déjà été rectifiée par István Katona. Celui qui ignore que depuis la campagne de 1672 jusqu'en 1678 Teleki s'est abstenu de participer aux guerres de Hongrie, ne peut guère comprendre la politique de cet homme d'Etat. Le récit de cette campagne de 1678 fourmille d'erreurs dans le livre de M. Hudita. S'il déforme le nom du général *comte de Würmb en Wrba*, il ne fait sans doute que suivre une de ses sources françaises. Mais il commet une erreur évidente en disant que THÖKÖLY fit battre monnaie en 1678 avec l'exergue suivant : « Tököli Princeps Partium Hungariae Dominus ». L'erreur vient de sa source, l'historien Fessler. Cet exergue est impossible avant 1682. Ailleurs (p. 344) M. Hudita prétend que les diplomates français voulaient marier la fille de Teleki à Paul Wesselényi. En réalité il s'agissait de Thököly. Ensuite (p. 357) il affirme, en s'appuyant sur un rapport de Béthune envoyé de Varsovie, qu'en été 1680 Apafi frappa de saisie les biens transylvains de Thököly. En réalité, à cette date, il n'osait pas le faire encore.

Dans l'introduction de son *Répertoire*, l'auteur prétend que malgré l'indépendance relative de la Transylvanie « les Turcs ont toujours considéré ce pays comme une Principauté vassale et à peu près dans les mêmes conditions que celles de la Moldavie et de la Valachie. » Nous trouvons ce rapprochement un peu risqué. La

dignité de prince de Transylvanie avait tout de même une signification plus haute que les titres de voïvodes de Valachie et de Moldavie. Ce *Répertoire* publie 324 instructions ou rapports diplomatiques tirés pour la plupart des archives ou de collections françaises de manuscrits. La plupart des documents sont utilisés dans l'*Histoire des relations*, mais leur publication n'est pas inutile, car nous pouvons ainsi contrôler l'usage qu'en fait l'auteur. Mais à ce propos il faut regretter que l'auteur ne fasse des notes explicatives qu'un usage parcimonieux. Quel lecteur par exemple pourra utiliser le document n° 203 où nous rencontrons les noms d'un « Comte Fortits » et d'un « Paola Scanaj » ? En effet ce Fortits est le comte Adam Forgács, *judez curiae*, et l'autre nom bizarre cache la personne de Paul Szalay qui, en 1678, négociait au nom de Thököly avec la Cour de Vienne. C'est à l'éditeur de résoudre des énigmes de ce genre.

Mais j'abandonne le chapitre des griefs et vais tâcher, en choisissant quelques exemples significatifs, de montrer ce qu'on peut tirer d'utile des travaux de M. Hudita. Avec beaucoup de vraisemblance, l'auteur démontre que la politique française, en s'alliant aux princes de Transylvanie, cherchait surtout à pousser les Turcs contre l'Empereur tout en s'efforçant de cacher soigneusement ces plans, qui pouvaient porter préjudice à la réputation du Roi Très Chrétien. C'est pourquoi nous entendons le Comte d'Avaux dire à Bisterfeld : « Ce sont là ces choses qu'il faut faire et qu'il ne faut pas dire. » Quel aveu superbe, digne de servir de devise à la plupart des actions diplomatiques !

Les rapports de Croissy de l'année 1645 permettent de comprendre l'état d'esprit de la Cour de Transylvanie. Le traité de Munkács était déjà conclu que les conseillers du prince réclamaient toujours l'accord avec l'Empereur. Plusieurs de ces conseillers ne savaient eux-mêmes s'ils devaient marcher avec ou contre l'Empereur (p. 115). Rákóczy lui-même n'était d'aucun parti, et, dans l'intérêt de sa propre personne ainsi que de sa religion, il s'empressa de faire la paix avec l'Empereur. Il fit croire à Croissy que la Sublime Porte lui avait interdit de continuer à guerroyer. D'ailleurs, même après la paix de Linz, la diplomatie française ne renonça guère à employer Rákóczy comme instrument contre l'Empereur (pp. 130, 137 ss), et en 1648 elle s'opposa à la candidature de Sigismond Rákóczy, fils de Georges, au trône de Pologne (p. 155).

Les historiens hongrois ont ignoré jusqu'à présent que Miklós Bethlen avait prévenu dès avant le traité de Vasvár le marquis de

Ruvigny, l'intime de Turenne, de la tension extrême qui existait entre la Cour de Vienne et les seigneurs hongrois (p. 196). Lorsque le comte de Coligny, chef des troupes auxiliaires françaises, arriva à Vienne, le comte Miklós Zrinyi lui manda dès le 8 juillet qu'il n'avait qu'à se plaindre des généraux allemands (p. 197). Dénes Bánffy, en causant avec Grémonville en 1665, exposa cette idée qu'une alliance polono-française pourrait délivrer la Transylvanie du joug turc et en même temps la défendre contre l'Empereur (p. 214). Le même Grémonville recommanda en 1671 à Louis XIV d'intercéder en faveur des magnats emprisonnés (p. 238). Nous avons ignoré aussi qu'Apafi songeait sérieusement à obtenir le trône de Pologne, comme tous ses prédécesseurs. Les données recueillies par M. Hudita à ce sujet sont d'un grand intérêt (p. 258). Teleki voulut faire arrêter Thököly en 1677, lorsque Béthune eut envoyé avec Boham des troupes polonaises au secours des mécontents (p. 304). Le rapport de Béthune sur les caractères de Teleki, d'Apafi et d'Anne Bornemisza est plein d'observations intéressantes, surtout en ce qui concerne cette femme habile qu'il nomme la plus adroite conseillère d'Apafi en matière politique (p. 347).

Voici quelques détails intéressants tirés des documents publiés dans le *Répertoire*. Torstenson jugeait en 1644 la situation de Georges Rákóczy de la manière suivante : « Si on ostait ce *pretexte* de la religion au Ragoski, il se trouveroit abandonné de toutes les troupes et de l'assistance que ce fondement luy acquiert aupres de tous les Calvinistes de Hongrie » (p. 83). En 1645 Croissy caractérise d'une façon intéressante la manière de négocier de Rákóczy : « Il dispute toutes les silabes des autres articles avec une opiniastreté incroyable, et m'allegue sans cesse ou un passage de la bible, ou un texte de droit, comme une décision dans les affaires que je traite avec luy » (p. 86). Vers la fin de 1679 Béthune s'efforçait de faire épouser par Thököly la fille de Michel Teleki, qui était veuve. Cette union était selon lui « absolument nécessaire pour esgalement unir et maintenir les affaires d'Hongrie et de Transylvanie » (pp. 217). La date de ce projet n'était guère connue jusqu'à présent, et même on doutait de sa réalité. La question est tranchée désormais. Au début de 1681 Akakia fait connaître l'organisation et la force numérique de l'armée de Transylvanie (p. 231). Guilleragues parle des intrigues de Constantinople de l'émigration Béldi en mars 1681 (p. 235). Vitry décrit d'une manière intéressante la scène de la brouille de Thököly et de Teleki en 1681.

On voit qu'il est malaisé de choisir dans la riche collection de

documents de M. Hudita. Ces travaux, malgré leurs défauts, ont considérablement augmenté nos connaissances sur l'histoire de Hongrie et de Transylvanie au ^{xvii}^e siècle. Nous en attendons la suite avec un vif intérêt.

(Université de Budapest).

DAVID ANGYAL.

Studi di storia Napoletana in onore di Michelangelo Schipa. Napoli, I. T. E. A. editrice, 1926. Gr. in-8. xxi-740 pages. Portrait.

Deux des mémoires contenus dans ce recueil concernent le conflit qui opposa les cours de Visegrád et de Naples après la mort du jeune André de Hongrie, premier mari de la reine Jeanne de Sicile (1345). C'est à ce titre que je signale aux historiens s'occupant des choses hongroises ce très intéressant volume, publié à l'occasion de la 25^e année d'enseignement universitaire de M. M. SCHIPA, professeur d'histoire à la Faculté des Lettres de Naples, président de la *Società di Storia Patria* de cette ville et l'un des plus féconds et des plus exacts, — pour ne pas dire aussi des plus obligeants —, connaisseurs du passé napolitain.

Les origines premières du conflit hungaro-napolitain sont, on se le rappelle, dans l'« usurpation¹ » du trône de Naples par Robert d'Anjou, au détriment de son neveu Carobert, fils de son frère aîné, le premier roi angevin de Hongrie, Charles-Martel. L'histoire de ce changement dans l'ordre successoral a été faite, succinctement et d'après les seules sources italiennes, mais avec précision et clarté, par M. Schipa lui-même dans son *Carlo Martello angioino* (*Archivio storico per le Provincie Napoletane*, t. XIV et XV et tirage à part, Naples, 1890, 226 p.), étude republiée récemment sous le titre de *Un principe napoletano amico di Dante : Carlo Martello d'Angiò* (Naples, I. T. E. A., 1926, 184 p.).

On se rappelle comment Carobert, invité par Jean XXII et par le roi Robert à faire cesser une mésentente nuisible aux deux branches de la maison d'Anjou en mariant ses fils aux petites filles et héritières du roi de Naples, conduisit dans cette ville, en 1333,

1. Ce mot tranche un peu brutalement une question qui donna lieu, pendant des siècles, à des discussions juridiques. Il correspond au sentiment à peu près général des contemporains. Mais il faut tenir compte du fait que cette « usurpation » a été voulue, légitimée, régularisée par le roi de Naples, père de Robert et de Charles-Martel, Charles II, et par les Souverains Pontifes, dont l'autorité, en une telle matière, n'est pas niable.

son second fils, André, qu'il fiança solennellement à la jeune duchesse de Calabre Jeanne. Mais, tandis qu'il pensait avoir assuré, par cet acte, les droits de sa branche sur le royaume de Sicile, son cousin de Naples et le pape lui-même n'avaient entendu que se prémunir contre un coup de tête de sa part, en lui donnant une satisfaction apparente. Le pontife lui avait demandé de ne pas faire mention des droits qu'il tenait de son père sur le royaume de Sicile pendant les cérémonies du mariage (par « paroles de futur ») des deux enfants¹.

Aussi, dès la mort de Robert (1343), la querelle hungaro-napolitaine reprit-elle au sujet de la part qu'André devait avoir dans le gouvernement. Les Hongrois le tenaient pour l'héritier du vieux monarque, et cette opinion était partagée jusqu'en Provence; les Napolitains, exécutant les dernières volontés de Robert, prétendaient le maintenir au rang secondaire de prince-consort. Une visite de la reine douairière de Hongrie, Elisabeth, n'eut d'autre résultat que d'envenimer les choses. La reine Jeanne, mise en défiance à l'égard de son mari, paraît s'être désintéressée du sort de celui-ci. Et la place de mari de la souveraine était trop avantageuse pour que dix intrigues ne le menaçaissent pas à la fois. Il fut assassiné en septembre 1345.

« Les lettres écrites par Clément VI au roi de Hongrie Louis et à sa mère, la reine Elisabeth, après l'assassinat de leur fils et frère, conservées sous forme de copies dans les registres du Vatican, sont connues depuis longtemps, grâce surtout à la publication qu'en a faite Theiner, dans le tome 1^{er} de ses *Vetera monumenta historica Hungariam sacram illustrantia* (Rome, 1859).

« Par contre, les lettres expédiées par ces princes au Souverain Pontife étaient jusqu'à ce jour, si je ne me trompe, considérées comme perdues. Sans doute pouvait-on en retrouver, tant bien que mal, le contenu dans les réponses du pape, qui en rapporte parfois expressément des passages. Mais ces analyses et ces citations elles-mêmes faisaient désirer que l'on découvrit le texte complet de ces lettres. C'est ce texte que je publie aujourd'hui, heureux de me joindre aux savants qui honorent publiquement ce maître bienveillant et éclairé de l'érudition napolitaine qu'est Michelangelo Schipa, heureux aussi de remercier tous ceux qui, à Naples, m'ont fait un accueil si obligeant, en leur donnant comme les pré-

1. J'ai retrouvé une lettre que Carobert écrivait de Naples au pape, le 20 octobre 1333, peu de jours après ces cérémonies. « Sed quia Beatitudo Vestra, y litteris suis michi precepit ut, tempore ipsius matrimonii de nullo penitus jure meo mencionem facerem, sed totum ordinationi et provisioni sue committere deberem, illud etiam feci prout precepistis ».

mices de l'*Histoire de Jeanne I^{re}* dont je compte faire paraître prochainement le premier volume ».

Ces premières lignes de la contribution ¹ que je donnai aux *Studi di Storia Napoletana* font suffisamment connaître l'objet et la nature de ce mémoire. Les lettres de Louis et d'Elisabeth que j'ai ainsi publiées sont au nombre de dix, datées des 15 janvier, 18 et 19 mars 1346 et du 27 mars 1347. Elles sont en rapport avec les lettres pontificales éditées par Theiner sous les n^{os} 1038, 1040, 1070, 1075, 1080, 1097 et 1116.

On me permettra de donner ici, en résumé, la fin de mon article, qui fera connaître à la fois le contenu des lettres ainsi publiées et les conclusions que j'ai cru pouvoir en tirer.

« Sans doute le lecteur cherchera-t-il d'abord dans ces lettres quelque preuve de la culpabilité de la reine Jeanne. Il n'en trouvera pas. Et cependant le roi Louis était bien renseigné sur ce qui se passait à Naples. On dira peut-être que ce qu'il avait appris au sujet de la participation de Jeanne au meurtre de son mari était l'objet de communications verbales de la part de ses ambassadeurs. Mais le pape ne fait aucune allusion à une révélation de cette sorte que lui aurait confiée un envoyé du roi de Hongrie.

« Ce que l'on trouve par contre dans ces lettres, c'est un mot, un raisonnement, une rancune et une ambition. Le mot est sonore : « viricida ». Clément jugeait qu'il revenait un peu trop souvent dans les lettres de Visegrad ou de Buda. Et ce mot ne témoigne naturellement que des dispositions où étaient ceux qui l'employaient, douleur, haine et parfois même délire.

« Le raisonnement auquel nous faisons allusion est la seule « preuve » que Louis et Elisabeth aient apportée, au cours de ces lettres, de la culpabilité de Jeanne et de ses cousins. Il clôt la seule « révélation » qu'elles contiennent ; on le trouve dans la troisième lettre de Louis, datée du 15 janvier 1346 : « Et isti interemptores sunt dicta Johanna, viricida, et domina Maria, soror ejusdem Johanne, Robertus, princeps Tharenti, et germani ejusdem, Karolus, dux Duracii, et germani ejusdem, et alii omnes qui coronam ipsius regni Sicilie querebant et querunt subreptice ». L'usage de l'adage « Is fecit cui prodest » n'a jamais été qu'un moyen détourné d'arriver à la vérité. Il perd sa force lorsqu'il est appliqué à tant de gens.

« Ce qui se voit enfin et surtout dans ces lettres, c'est l'amertume qu'inspirait aux Angevins de Hongrie la perte du trône de Naples... »

1. P. 201-219 : *Lettres écrites par Elisabeth et Louis de Hongrie au pape Clément VI après l'assassinat du roi de Sicile André (1346-1347)*.

*
*
*

Les efforts du pape ne purent épargner à l'Italie méridionale d'être envahie par les forces du roi de Hongrie qui s'y maintinrent, avec des alternatives d'activité et de relâche, des derniers mois de 1347 à 1352. M. Giovanni Marra a rapporté (p. 221-226), sous le titre *Conseguenze dell'invasione ungarica nel regno di Napoli* quelques notices extraites des Registres Angevins concernant la lutte contre les derniers fauteurs du roi de Hongrie, les exemptions d'impôts accordées en 1352 aux localités dévastées par la guerre, la restitution des biens occupés par les rebelles et les mesures d'amnistie prises en faveur des partisans de Louis de Hongrie.

Notons enfin que M. l'abbé Forcellini, dans une étude sur *L'« Horrendum tripes animal » della lett. 3, lib. V delle Familiari del Petrarca* (p. 167-199), a identifié avec le fraticelle Roberto da Mileto ce frère Robert dont Pétrarque fait un tableau si noir et qui aurait inspiré la cour de Naples au début du règne de Jeanne I^{re}. On sait que beaucoup d'historiens avaient fait de ce personnage un Hongrois, précepteur du jeune André¹; de leurs récits cette tradition erronée est passée dans les œuvres des romanciers et des dramaturges (et par exemple, en dernier lieu, dans la *Reino Jano* de Frédéric Mistral), faisant de ce pseudo-Hongrois un des types caractéristiques de cette légende littéraire de Jeanne I^{re} que je compte étudier en détail.

EMILE-G. LÉONARD.

(Paris-Institut français de Naples²).

LA HONGRIE PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Tel pourrait être le titre du volume publié par M. Elemér MÁLYUSZ dans l'édition de la *Société Historique Hongroise*³ dans la série des

1. Un acte du roi Louis, daté du 19 mai 1335 (Fejér, *Codex Diplomaticus*, 8^e partie, t. IV, p. 57) nous fournit le véritable nom du précepteur donné par ce monarque à son fils : c'est un « magister Thomas » qui accompagna le jeune André à Naples en 1333 et retourna l'y voir en 1335.

2. L'auteur de ces lignes, chargé de conférences à l'Institut français de Naples (12, piazza S. Domenico Maggiore), recevrait avec plaisir, pour compte-rendu dans les revues françaises, tous ouvrages, hongrois et autres, concernant les Angevins de Hongrie et leur époque.

3. *Sándor Lipót főherceg nádor iratai.* — Kiadta, a bevezető tanulmányt és a magyarázatokat írta MÁLYUSZ Elemér. — Budapest, Kiadja a Magyar Történelmi Társulat, 1926 ; in-8°, pp. XII-940. (Fontes Historiae Hungaricae Aevi Recentioris).

Fontes Historiae Hungaricae Aevi Recentioris. Les rédacteurs de cette entreprise font bon travail : de puissants volumes quittent la presse l'un après l'autre, mettant au jour une foule de documents intéressants et inédits, concernant l'histoire moderne de la Hongrie. Les historiens de l'Europe Centrale, même ceux qui ne possèdent pas les secrets de la langue hongroise, utiliseront avec un profit incontestable ces documents écrits pour la plupart, en latin, en allemand ou en français.

Dans ce volume de 940 pages, le lecteur étranger trouvera en effet 650 pages de documents parmi lesquels pas un de langue hongroise. Le rédacteur de cette publication avait pour tâche de réunir les pièces concernant le palatinat hongrois de l'archiduc ALEXANDRE LÉOPOLD (1790-1796), fils de Léopold II, période des plus mouvementées de l'histoire de Hongrie. Ces pièces sont tirées d'une part des procès-verbaux des séances où le Conseil de la Cour de Vienne s'occupait des affaires hongroises, d'autre part de la correspondance des empereurs-rois Léopold II et François I^{er} avec le palatin Alexandre Léopold, représentant de la dynastie, ayant résidence dans le pays hongrois même. Or toutes ces pièces, dans lesquelles se reflète l'histoire de Hongrie pendant cette époque de troubles politiques, ont été rédigées en français ou en allemand.

Néanmoins le lecteur étranger regrettera de ne pouvoir utiliser les notes précieuses et cette magistrale introduction dont M. Mályusz a soutenu l'intelligence des textes. Il y retrace sur 249 pages l'histoire politique de ces cinq ans dramatiques. D'abord la lutte entre Léopold II et la petite noblesse hongroise retrouvant sa voix après la mort de Joseph II et réclamant l'exercice des droits historiques et imaginaires qu'elle formulait de préférence selon le sens de Montesquieu et de Jean-Jacques Rousseau. Le rôle de la franc-maçonnerie dans ces mouvements est pour la première fois retracé dans le détail. Puis vient le tableau des intrigues de cour, où les figures nobles du *judex curiae* comte Charles ZICHY et du *personalis* Joseph ÜRMÉNYI forment un contraste lumineux avec les silhouettes noires des conseillers IZDENCZY et comte François BALASSA, remplis de haine pour tout ce qui est hongrois, fomentant le mouvement illyrique à seule fin d'endiguer la politique libératrice des Ordres hongrois. Tous ces personnages et leur activité étaient bien dans l'ombre jusqu'à présent : les documents devenus accessibles seulement depuis l'ouverture complète des archives de Vienne et édités par M. MÁLYUSZ permettent enfin de les connaître. Autre résultat important obtenu grâce à l'étude soigneuse de ces documents par M. Mályusz : Léopold II, que l'historiographie hongroise a considéré en général comme un souve-

rain bienveillant et libéral, se dresse devant nous sous des couleurs moins favorables. C'est lui qui organise la police secrète, le fameux système de délation autrichien ; à cet effet, il s'abouche avec des individus plus ou moins louches, se montre méfiant envers son fils même, le Palatin, qui dans son milieu hongrois ne pouvait s'empêcher d'éprouver une certaine sympathie pour sa patrie adoptive, et fait écrire des libelles où la Hongrie est traînée dans la boue. Par contre le jeune François I^{er}, qui a la réputation d'un réactionnaire à toute épreuve, se montre au début de son règne plus compréhensif : il abolit la police secrète, entretient d'excellentes relations avec son frère régnant en Hongrie, et serait même tenté de le suivre dans ses projets modérés de réforme s'il ne survenait la malheureuse conjuration de l'abbé Martinovich.

Le Palatin Alexandre Léopold, si favorable jusqu'alors à la cause hongroise, traverse à ce moment une crise morale d'où il sort ennemi implacable de son entourage hongrois. Désormais, jusqu'à l'accident où il perdit la vie, il s'entend à merveille avec son frère l'empereur-roi qui lui aussi change de méthode de gouvernement, revient au système policier de son père, abandonné pour un temps. La réaction naît dans le sang des membres décapités de la société de l'infâme Martinovich, dont la lâcheté et l'imprudence étaient déjà suffisamment connues depuis les recherches de Mgr Vilmos FRANKÓI, mais dont l'organisation n'a jamais été représentée avec tant de justesse et de lucidité que dans l'étude de M. Mályusz ; dans un chapitre final il retrace de main de maître l'organisation du système réactionnaire appelé à diriger la vie hongroise pendant trente ans.

Les historiens français qu'intéresse l'histoire des idées de la Révolution Française trouveront une matière abondante dans ces pages et surtout dans les documents publiés, dont quelques-uns ont été utilisés déjà par l'auteur de ces lignes ¹.

Voici quelques détails intéressants ou amusants : Alexandre Léopold demande, pour refréner l'excitation que causent les nouvelles de France en Hongrie, d'interdire la reproduction par les journaux hongrois, même des nouvelles publiées dans l'officieux *Wiener Diarium* (p. 87). Les prisonniers de guerre français répandent en Hongrie des épidémies : mais celle que les autorités considèrent comme la plus dangereuse est la contamination intellectuelle ; de là un continuel transfert des prisonniers des villes à la campagne. Le général Barcò et le comte Bánffy flairent encore

1. *A francia forradalom eszméi Magyarországon* (Les idées de la Révolution Française en Hongrie). Budapest, 1923.

en 1795 des complots tramés par les prisonniers français et la noblesse transylvaine : le colonel Abraham Barcsay, qui fréquente en effet les prisonniers et leur offre des subsides charitables est censé organiser le jacobinisme transylvain (pp. 798 et 869). Un colonel français prisonnier se conduit même avec une telle « impertinence » qu'on est obligé de le mettre aux fers (p. 649). Le 3 décembre 1792 Alexandre Léopold se plaint que dans les cafés on trinque à la santé des Français, qu'on y cause tout haut des événements de France, ce qui s'accorde avec les détails que j'ai rapportés ici même (p. 573, cf. *Rev. Et. Hongr.* 1924, p. 234).

ALEXANDRE ECKHARDT.

BIBLIOGRAPHIE DE TURCOLOGIE.

Nous signalons à nos lecteurs la précieuse bibliographie que M. Gyula MORAVCSIK vient de dresser des travaux de turcologie et des recherches orientalistes en Hongrie entre 1914 et 1925 (*J. Moravcsik, Ungarische Bibliographie der Turkologie und der orientalistisch-ungarischen Beziehungen 1914-1925.* — Tirage à part de *Körösi-Csoma-Archivum*, 31 déc. 1926, t. II, n° 3). Ce petit essai de bibliographie raisonnée comprend les travaux concernant l'histoire et la bibliographie des études orientalistes hongroises, puis un chapitre important s'occupe des peuples turks (généralités, ethnographie, Huns, Avars, Kazares, Pétché-nègues, Comans, Bulgares, Osmanli), un autre des rapports entre la Hongrie et l'Orient avant la conquête du pays (histoire ancienne des Hongrois, mots d'emprunt, noms de peuple se rapportant aux Hongrois, vestiges ethnographiques et archéologiques, écriture *kök-türk* et écriture hongroise, le problème des Székely), un autre des rapports historiques plus récents de la Hongrie avec les peuples de l'Orient (Bulgares, Comans, Pétché-nègues, Byzance, occupation osmanli en Hongrie), finalement une rubrique est accordée au mouvement touranien. Pour tous ceux qui s'intéressent à ce domaine des études linguistiques et historiques, le travail de M. Moravcsik sera un instrument indispensable.

E.